

"La politisation des étudiants devient plus protestataire, violente"

Propos recueillis par L.L.

Anne Muxel, directrice déléguée du Cevipof et directrice de recherches en sociologie et en science politique au CNRS, revient sur la politisation et la polarisation de plus en plus marquée d'une frange de la population étudiante au sein des universités françaises.

Faisons-nous face à un niveau de politisation inédit des étudiants dans les universités françaises ? La forte politisation de certains groupes d'étudiants dans les universités a toujours existé, rappelons-nous les manifestations massives de Mai-68. Mais notons qu'il existe des différences selon les filières. Au sein de celles des facultés de sciences sociales, de sciences politiques, de droit, de lettres, les étudiants sont davantage politisés. Dans les facultés de sciences de médecine ou de sciences dures, c'est moins visible. En quoi la situation actuelle est-elle sans précédent dans les rangs des universités ? Aujourd'hui, nous assistons à une polarisation qui pousse les positions vers les extrêmes. La tragédie de Lyon, avec la mort de Quentin Deranque, en est le symptôme. Avec l'affaiblissement des partis plus centristes, le débat politique se montre davantage polarisé. L'extrémisation des forces politiques, comme le Rassemblement national et La France insoumise, trouve un écho dans la population étudiante. Dans les universités, La France insoumise est davantage suivie que le Rassemblement national. Sur les campus, il y a des tensions entre les étudiants de ces deux bords de l'échiquier politique. Cette politisation étudiante se fait plus protestataire, plus violente qu'il y a quelques années. Mais encore une fois, ce n'est pas la première fois que ce type de tensions entre étudiants s'observent. Dans les années 1960-1970, il y avait eu de nombreux affrontements. La différence avec aujourd'hui tient surtout à l'encadrement de cette violence : à l'époque, les partis politiques et les organisations militantes structuraient davantage les mobilisations. Aujourd'hui, ces violences semblent moins contrôlées. Quels sont les risques de cette polarisation ? Le risque se trouve dans la violence et que d'autres tragédies se reproduisent. L'autre danger est qu'il y ait de moins en moins de place pour le débat, pour la confrontation d'idées et que nous soyons face à deux blocs qui ne s'écoutent plus, n'échangent plus mais se combattent. Quel regard portez-vous sur la suspension des meetings politiques dans les universités en cas de risque pour l'ordre public ? On peut comprendre que les présidents d'université et le ministère de l'Enseignement supérieur soient attentifs aux risques de débordements lors de ce type d'événements mais on peut regretter que l'idée même du pluralisme démocratique ne soit parfois plus possible dans un cadre serein. C'est dommageable pour la démocratie. Cette forte politisation de certains étudiants a-t-elle un impact sur le reste des étudiants ? La grande majorité des étudiants est silencieuse et ne participe pas à cette politisation visible. Ça ne veut pas dire qu'ils ne sont pas porteurs de valeurs ou attentifs à certains enjeux mais ils ne l'expriment pas au travers de cette politisation qui déborde et qui accepte la violence aujourd'hui. Certains étudiants se retrouvent dans une logique d'autocensure de leurs idées. Il y a de la peur.

Illustration(s) :



Anne Muxel, directrice déléguée du Cevipof.. *Photo DR*

© 2026 La Provence. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news·20260302·PRV·article_3611701